



Fonction publique : journée nationale d'action le 15 mai

Les Unions Départementales Cfdt - CFTC – CGT – FO – FSU - UNSA, dénoncent une nouvelle fois, l'absence de négociations salariales dans la Fonction publique et la dégradation de la qualité de l'emploi public.

La politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics aboutit à une baisse incessante de leur pouvoir d'achat. Pourtant son amélioration est un objectif affiché du nouveau gouvernement.

Le contentieux salarial s'accumule et la poursuite du gel du point d'indice annoncé déjà jusqu'en 2017 est inacceptable !

Les agents de la fonction publique jouent un rôle déterminant dans notre société. La qualité des services rendus aux usagers est leur préoccupation majeure.

La reconnaissance de leur travail ne peut donc plus attendre. Mais qui sont ces fonctionnaires qui, paraît-il, grèvent les budgets et aggravent le déficit public ?

Ces salariés au service du citoyen, régulièrement stigmatisés, débutent quand ils sont au bas de l'échelle sociale à 1463,17€ brut par mois, ne sont pas mieux lotis que les salariés au SMIC, qui gagnent 1445,42€. Ils termineront leur évolution de carrière au bout de 22 ans, avec un salaire de 1600€ brut !

Il faut rappeler que 80 % des fonctionnaires sont principalement des agents d'exécution, de catégorie C, et majoritairement des femmes. Alors que la fonction publique n'est accessible que par concours de niveaux de plus en plus élevés, les salaires ne sont plus revalorisés depuis 2010 !

Dans la fonction publique d'Etat, la RGPP a mis fin au remplacement des fonctionnaires au moment des départs à la retraite, sauf pour deux ministères, et les nouveaux emplois sont confiés à des contractuels, sans garantie statutaire réelle.

Dans la fonction publique hospitalière, la pénurie de personnel et la dégradation des conditions de travail, conséquence d'une gestion calquée sur celles des entreprises privées, sont telles que l'ensemble de cette fonction publique est devenue malade. Le déficit de la sécurité sociale sans cesse grandissant est-il dû au personnel, et notamment aux fonctionnaires, comme on tenterai de le faire croire ?

Le gouvernement doit ouvrir sans délai de réelles négociations sur les rémunérations et garantir des emplois publics de qualité correspondant aux besoins.

Les organisations syndicales exigent une revalorisation immédiate du point d'indice, la refonte de la grille indiciaire permettant la revalorisation de tous les métiers et des mesures de rattrapage.

Enfin lorsqu'il y a décision de gel du point d'indice dans la fonction publique, certains secteurs du privé œuvrant dans le cadre de délégation de service public, subissent le même sort.

Nous appelons les agents des trois versants de la Fonction publique à une journée nationale d'action et de mobilisation

**EN GREVE ET MANIFESTATION
JEUDI 15 MAI PLACE DE LA MAIRIE DE TROYES
RASSEMBLEMENT 12H – DEPART DE LA MANIF 13H30**

Pique nique tiré du sac, BBQ revendicatif et distribution de tracts de 12h à 13h30